

DECRET N° 95-300 du 18 Octobre 1995

Portant transmission à l'Assemblée Nationale en vue de sa ratification, du Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) signé à ABUJA le 06 Août 1994.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

- VU la Loi N° 90-032 du 11 Décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- VU la Décision N° 91-042/HCR/PT du 30 Mars 1991 portant proclamation des résultats définitifs du deuxième tour des élections présidentielles du 24 Mars 1991 ;
- VU le Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé à ABUJA le 06 Août 1994 ;
- VU le Décret N° 95-183 du 23 Juin 1995 portant composition du Gouvernement ;
- SUR Proposition du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération,
- LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 06 Septembre 1995,

D E C R E T E

Article 1er. - Le Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) signé à ABUJA en République Fédérale du Nigéria le 06 Août 1994, sera présenté à l'Assemblée Nationale par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, le Ministre des Finances, le Ministre chargé des Relations avec les Institutions, Porte-Parole du Gouvernement qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Mesdames et Messieurs les Députés,

En vue d'accélérer le processus de l'intégration régionale entre leurs pays, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, ont signé le 24 Juillet 1993 à COTONOU le Traité révisé de la Communauté qui dispose en son article 13 :

.../...

1° - il est créé un Parlement de la Communauté

2° - le mode d'élection des membres du Parlement de la Communauté, sa composition et ses attributions, ses pouvoirs et son organisation sont définis dans un protocole y afférent".

Après l'élaboration de ce Protocole relatif au Parlement de la CEDEAO par le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO et son examen par les Ministres de la Justice de la Communauté, ledit Protocole a été adopté par la 17^e session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui a eu lieu à ABUJA au Nigéria, du 05 au 06 Août 1994. La Conférence avait alors invité tous les Etats membres à le ratifier dès que possible afin de faciliter la mise en place dudit Parlement dans les meilleurs délais.

I - OPPORTUNITE DE LA CREATION DU PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE

La création du Parlement de la Communauté est une décision importante prise par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

Le Parlement de la Communauté se veut en effet une Assemblée représentative des populations de la sous-région. Il constitue un symbole unificateur idéal et un moyen efficace pour promouvoir la contribution des diverses couches sociales ouest africaines au développement économique et au processus d'intégration de la région.

Cadre privilégié de concertation et de dialogue, il offrira aux députés de la sous-région, l'occasion d'exprimer leurs opinions, d'interroger les autres Institutions de la CEDEAO et d'engager des débats utiles sur toutes les questions intéressant la vie des populations et sur l'orientation générale de la Communauté.

II - CONTENU DU PROTOCOLE

Le Protocole A/P2/8/94 dont la ratification sera soumise à l'Assemblée Nationale, comporte 22 articles définissant la dénomination, la nature, la composition, la compétence du Parlement de la Communauté ainsi que les autres questions y relatives.

1° - Dénomination, nature et siège

Le Parlement est l'Assemblée représentative des populations de la Communauté. Il est dénommé Parlement de la Communauté. Les membres du Parlement de la Communauté ne représentent pas leurs Etats, mais ils représentent plutôt chacun toutes les populations de la Communauté et prennent le nom de Députés.

Le siège du Parlement est fixé par la Conférence.

.../...

2° - Composition

Le Parlement comprend cent vingt (120) sièges. Il est garanti à chacun des seize (16) Etats de la Communauté un minimum de cinq (5) sièges pour permettre à ses populations de se sentir effectivement concernées par cette nouvelle institution (5 sièges x 16 Etats = 80 sièges).

Le reste des sièges soit 40 sièges (120 - 80) a été réparti entre les Etats au prorata de leur importance démographique. En effet, la population totale de la CEDEAO étant de 206.217.000 habitants, la tranche de population prise en considération dans l'attribution des sièges restants est de : $\frac{206.217.000}{40} = 5\ 015\ 000$.

40

En conséquence, il est revenu aux Etats membres des sièges supplémentaires selon la clé de repartition suivante :

- 5 millions d'habitants = 0 siège supplémentaire
- De 5 millions à 10 millions = 1 siège supplémentaire
- De 10 millions à 15 millions = 2 sièges supplémentaires
- De 15 millions à 20 millions = 3 sièges supplémentaires
- De 20 millions à 25 millions = 4 sièges supplémentaires
- De 25 millions à 30 millions = 5 sièges supplémentaires
- De 30 millions à 35 millions = 6 sièges supplémentaires
- De 35 millions à 40 millions = 7 sièges supplémentaires
- De 40 millions à 45 millions = 8 sièges supplémentaires
- De 45 millions à 50 millions = 9 sièges supplémentaires
- De 50 millions à 55 millions = 10 sièges Supplémentaires.

La répartition des 120 sièges par Etat membre se présente donc comme suit :

- BENIN	Cinq (5) sièges
- BURKINA-FASO	Six (6) sièges
- CAP-VERT	Cinq (5) sièges
- COTE-D'IVOIRE	Sept (7) sièges
- GAMBIE	Cinq (5) sièges
- GHANA	Huit (8) sièges
- GUINEE	Six (6) sièges
- GUINEE BISSAU	Cinq (5) sièges
- LIBERIA	Cinq (5) sièges
- MALI	Six (6) sièges
- MAURITANIE	Cinq (5) sièges
- NIGERIA	Trente cinq (35) sièges
- NIGER	Six (6) sièges
- SENEGAL	Six (6) sièges
- SIERRA LEONNE	Cinq (5) sièges
- TOGO	Cinq (5) sièges.

.../...

Il est prévu dans le présent protocole que cette répartition des sièges soit au besoin réexaminée par la Conférence, soit d'office, soit sur proposition du Parlement.

3° - Compétence :

Le Parlement peut se saisir lui-même de toute question intéressant la Communauté notamment en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il peut être saisi pour émettre des avis sur des questions intéressant la Communauté.

Mais il est obligatoirement consulté dans les domaines tels que :

- L'interconnexion des voies de communication, de télécommunication et des réseaux d'énergie des Etats membres.
- La recherche scientifique et technologique
- La citoyenneté de la Communauté
- La révision du traité etc.

4° - Les autres questions

Elles sont relatives entre autres :

- à l'élection des députés et de leurs suppléants. Cette élection se fera au suffrage universel direct par les citoyens des Etats membres. Mais en attendant que les membres du Parlement de la Communauté soient élus, la Conférence déterminera une période transitoire au cours de laquelle les assemblées législatives des Etats Membres éliront en leur sein lesdits membres ;

- au mandat des députés qui sera de cinq ans renouvelable ;
- à l'immunité parlementaire dont jouiront les membres du Parlement dans tous les Etats membres de la Communauté ;

- aux incompatibilités

- à l'élection du Président du Parlement et à la composition du bureau ;

- au budget du Parlement, à son règlement intérieur et à ses langues officielles et de travail ;

- aux modalités d'amendement du protocole et de son entrée en vigueur.

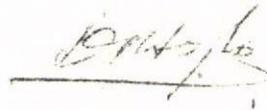
Il est indispensable que notre Pays qui depuis quelques années, a largement démontré sur le plan national son attachement aux idéaux et valeurs démocratiques et de progrès, transfère cette volonté politique sur le plan régional et international en soutenant l'esprit communautaire et l'esprit démocratique qui sont à la base de la création de ce Parlement.

.../...

Eu égard à tout ce qui précède, nous avons l'honneur de soumettre à votre Auguste Assemblée le Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) signé à ABUJA le 06 Août 1994, en vue d'en obtenir l'autorisation de ratification.

Fait à COTONOU, le 18 OCTOBRE 1995

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Nicéphore SOGLO.-

Le Ministre d'Etat, Chargé de la Coordination
de l'Action Gouvernementale et de la Défense
Nationale,



Désiré VIEYRA.-

Le Ministre des Affaires
Etrangères et de la Coopération,

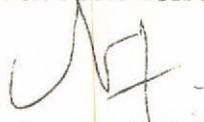
Le Ministre des Finances,



Edgar-Yves MONNOU.-

Paul DOSSOU.-

Le Ministre Chargé des Relations
avec les Institutions, Porte-
Parole du Gouvernement,



Théodore HOLO.-

Ampliations : PR 6 AN 85 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MEDN 4 MAEC 4 MF 4
MRI-PPG 4 JORB 1.-

/BA
REPUBLIQUE DU BENIN

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI N°

Portant autorisation de ratification du
Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement
de la Communauté Economique des Etats de
l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

L'ASSEMBLEE NATIONALE a délibéré et adopté
en sa séance du
la Loi dont la teneur suit :

Article 1er. - Est autorisée la ratification par le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement du Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) signé à ABUJA le 06 Août 1994.

Article 2. - La présente Loi sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à PORTO-NOVO, le

Le Président de l'Assemblée Nationale,

Bruno AMOUSSOU.-



REV. 3

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

A/P2/8/94 PROTOCOLE RELATIF AU PARLEMENT
DE LA COMMUNAUTE



- 1 -

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES ;

VU l'Article 7 du Traité Révisé de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions;

VU les dispositions de l'Article 6 paragraphe 1 et de l'Article 13 du Traité Révisé relatives respectivement aux Institutions de la Communauté et à la création du Parlement de la Communauté;

CONSCIENTES que l'intégration des Etats membres en une Communauté régionale viable exige pour la solution des problèmes, la volonté de tous les Etats de la Communauté de tout mettre en oeuvre pour la réussite d'une telle entreprise;

CONVAINCUES de ce que, en tant qu'espace de dialogue, de concertation et de consensus pour les représentants des populations de la Communauté, le Parlement de la Communauté peut oeuvrer efficacement à l'Intégration de la CEDEAO;

RAPPELANT la Déclaration des Principes Politiques de la CEDEAO adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement lors de sa quatorzième session ordinaire tenue à Abuja du 4 au 6 juillet 1991;

DESIREUSES de conclure un Protocole définissant la nature, la composition, la compétence du Parlement de la Communauté ainsi que les autres questions y relatives;

CONVIENNENT de ce qui suit :



- 2 -

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Dans le présent Protocole, on entend par :

"Conférence" La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté visée à l'Article 7 du Traité Révisé;

"Bureau" Bureau du Parlement élu et composé conformément aux articles 14 et 18 du présent Protocole;

"Président de la Conférence" Le Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest;

"Communauté" La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest visée à l'Article 2 du Traité Révisé;

"Citoyen ou Citoyens de la Communauté" tout ressortissant ou ressortissants d'un Etat Membre remplissant les conditions fixées par le Protocole A/P3/5/82 portant Code de la Citoyenneté de la Communauté.

"Conseil" Le Conseil des Ministres de la Communauté visé à l'Article 10 du Traité Révisé;

"Secrétaire Exécutif" Le Secrétaire Exécutif de la Communauté visé à l'Article 18 du Traité Révisé;

"Secrétariat Exécutif" Le Secrétariat Exécutif créé conformément à l'Article 17 du Traité Révisé;

"Etat Membre" ou "Etats Membres" un Etat Membre ou des Etats Membres de la Communauté;



- 3 -

"Membre du Parlement" ou "Membres du Parlement" un ou des députés élus conformément à l'article 7 du présent Protocole;

"Parlement", le Parlement de la Communauté créé par l'Article 13 du Traité Révisé;

"Député" ou "Députés" titre porté par un ou des membres du Parlement de la Communauté ;

"Président" membre du Parlement de la Communauté élu conformément à l'Article 15 du présent Protocole pour le diriger;

"Traité", le Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé à Cotonou le 24 juillet 1993 ainsi que les Protocoles et Conventions y relatifs.

ARTICLE 2 : NATURE

1. Le Parlement est l'assemblée représentative des populations de la Communauté.
2. Les membres du Parlement sont chacun représentant de toutes les populations de la Communauté. Ils prennent le nom de députés.

ARTICLE 3 : DENOMINATION

L'Assemblée représentative des populations de la Communauté prend le nom de :

- Parlement de la Communauté



- 4 -

ARTICLE 4 : SIEGE DU PARLEMENT

Le siège du Parlement est fixé par la Conférence.

ARTICLE 5 : COMPOSITION

Le Parlement comprend cent vingt (120) sièges.

Il est garanti à chaque Etat un minimum de cinq (5) sièges. Les quarante (40) sièges restant seront répartis sur la base de la population.

La répartition par Etat membre se présente comme suit :

BENIN	cinq (5)	sièges
BURKINA FASO	six (6)	sièges
CAP VERT	cinq (5)	sièges
COTE D'IVOIRE	sept (7)	sièges
GAMBIE	cinq (5)	sièges
GHANA	huit (8)	sièges
GUINEE	six (6)	sièges
GUINEE BISSAU	cinq (5)	sièges
LIBERIA	cinq (5)	sièges
MALI	six (6)	sièges
MAURITANIE	cinq (5)	sièges
NIGER	six (6)	sièges
NIGERIA	trente cinq (35)	sièges
SENEGAL	six (6)	sièges
SIERRA LEONE	cinq (5)	sièges
TOGO	cinq (5)	sièges



- 5 -

La répartition des sièges sera en cas de besoin, réexaminée par la Conférence soit d'office, soit sur proposition du Parlement.

ARTICLE 6 : COMPETENCE

1. Le Parlement peut se saisir de toute question intéressant la Communauté notamment en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et faire des recommandations adressées aux Institutions et Organes de la Communauté.

2. Le Parlement peut être saisi pour émettre des avis sur des questions intéressant la Communauté.

Toutefois, ces avis doivent nécessairement être recueillis dans les domaines suivants :

- a) interconnexion des voies de communication des Etats membres de façon à rendre libre et effectif le passage des personnes et des produits;
- b) interconnexion des télécommunications pour constituer un réseau communautaire performant avec le maximum d'extensions dans les campagnes pour rompre l'isolement de celles-ci;
- c) interconnexion des réseaux d'énergie;
- d) amélioration de la coopération dans le domaine de la Communication par radio, télévision et tout autre moyen tant à l'intérieur de la Communauté qu'entre la Communauté et l'extérieur; évolution des systèmes de communication nationaux vers un système communautaire intégré et performant avec ses propres programmes;



- 6 -

- e) politique communautaire de la santé publique;
- f) système éducatif commun par rapprochement des systèmes existants et spécialisation des universités actuelles, ajustement du niveau de l'enseignement à des normes internationales;
- g) jeunesse et sports;
- h) recherche scientifique et technologique;
- i) politique communautaire de l'environnement;
- j) Révision du Traité ;
- k) citoyenneté de la Communauté ;
- l) intégration sociale ;
- m) respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans toute l'acception de ces termes.

ARTICLE 7 : ELECTION, MANDAT ET VACANCE DE SIEGE

1. Election

- i) Les députés et leurs suppléants sont élus au suffrage universel direct par les citoyens des Etats Membres.
- ii) Jusqu'à ce que les membres du Parlement soient élus au suffrage universel direct, les Assemblées législatives des Etats Membres ou les Institutions et organes qui en



- 7 -

tiennent lieu, éliront en leur sein lesdits membres. La durée de cette période transitoire sera déterminée par la Conférence.

- iii) L'élection des députés et de leurs suppléants est notifiée au Secrétaire Exécutif.
- iv) Les députés et leurs suppléants sont rééligibles.
- v) Le Parlement vérifie les pouvoirs de ses membres.

2. Mandat

- i) Le mandat de député est de cinq ans commençant à courir du jour de sa prestation de serment. Il se termine pour tous les députés, sans exception, à la fin de la législature.
- ii) Pendant la période transitoire, les députés du Parlement de la Communauté non réélus au niveau national resteront en poste jusqu'à l'entrée en fonction de nouveaux députés du même pays.

3. Vacance de siège

Tout siège vacant est pourvu par le premier candidat non élu figurant sur la même liste que le député sortant.

ARTICLE 8 : DECLARATION SUR L'HONNEUR

- 1. Avant d'entrer en fonction, les Députés signent la déclaration sur l'honneur suivante : "je m'engage à servir fidèlement les



- 8 -

intérêts des populations de la Communauté et de ne céder à aucune pression directe ou indirecte d'un Etat Membre ou de tout autre groupe".

2. Cette déclaration signée de chacun d'entre eux est placée au rang des minutes du Parlement pour y recourir chaque fois que de besoin.

ARTICLE 9 : IMMUNITÉ

1. Les membres du Parlement jouissent de l'immunité parlementaire dans tous les Etats Membres de la Communauté. En conséquence, aucun député ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou des votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

2. Aucun député ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation du Parlement, sauf les cas de flagrant délit.

3. Aucun député ne peut hors session être arrêté qu'avec l'autorisation du Bureau du Parlement, sauf les cas de flagrant délit, de poursuites autorisées, ou de condamnation définitive.

4. La détention ou la poursuite d'un député est suspendue, si le Parlement le requiert par un vote à la majorité des deux tiers.



- 9 -

ARTICLE 10 : INDEMNITES

Les Députés perçoivent des indemnités parlementaires qui sont fixées par la Conférence.

ARTICLE 11 : VOTE

Le Député vote individuellement et personnellement et ne peut recevoir ni instruction, ni mandat impératif.

Le Règlement Intérieur du Parlement peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. Dans ce cas, nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat.

ARTICLE 12 : INCOMPATIBILITES

La fonction de député au Parlement est incompatible avec celles de :

- membres de Gouvernement, membres des Cours et Tribunaux des Etats Membres ;
- juge, avocat général ou greffier de la Cour de Justice et du Tribunal arbitral de la Communauté ;
- membre d'une Institution créée en application du Traité Révisé, en vue de l'administration de fonds de la Communauté ou d'une tâche permanente et directe de gestion administrative ;
- fonctionnaire ou agent en activité des Institutions de la CEDEAO ou toute autre fonction auprès d'un organisme international ;
- tous agents publics des Etats Membres.



- 10 -

ARTICLE 13 : SESSIONS DU PARLEMENT

1. Session Ordinaire

- a) La session est la période maximale de trois mois pendant laquelle le Parlement tient séance. Le Parlement se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an. Sous réserve des dispositions de l'Article 14 du présent Protocole, la session est convoquée par le Bureau.
- b) L'organisation des sessions ordinaires est régie par le Règlement intérieur.

2. Sessions Extraordinaires

- a) Le Parlement peut en outre se réunir en session extraordinaire sur un ordre du jour déterminé :
 - soit à l'initiative du Président de la Conférence ;
 - soit à la demande écrite de la majorité absolue des députés adressée à son Président.
- b) L'organisation des sessions extraordinaires est régie par le Règlement Intérieur. Ces sessions sont closes sitôt l'ordre du jour épuisé.

3. Le Secrétaire Exécutif assiste toujours aux réunions du Parlement ou se fait représenter.



- 11 -

ARTICLE 14 : PREMIERE SESSION

1. Convocation du Parlement

- a) La première réunion du Parlement est convoquée par le Président en exercice de la Conférence sur proposition du Secrétaire Exécutif.
- b) Dès l'entrée en vigueur du Traité révisé instituant le Parlement, le Secrétaire Exécutif invite les Etats Membres à procéder conformément à l'Article 7 du présent Protocole.
- c) Dès qu'il réunit les noms des députés d'au moins les trois quarts des Etats membres, le Secrétaire Exécutif les notifie au Président en exercice de la Conférence et l'invite à convoquer la première réunion du Parlement.

2. Première réunion

- a) La première réunion est présidée par le doyen d'âge, le plus jeune assurant les fonctions de Secrétaire.
- b) Le Président de séance fait procéder à l'appel nominal des députés.
- c) Le Président de séance invite le Parlement à élire son Président.
- d) Les candidatures sont annoncées en séance plénière et le vote a lieu. Il est secret.



- 12 -

- e) Le Président du Parlement est élu à la majorité des deux tiers des membres le composant au premier tour de scrutin, à la majorité absolue des suffrages exprimés aux tours suivants, seuls pouvant alors se présenter les deux candidats ayant obtenu le plus de voix lors du premier tour.
- f) Le Président du Parlement est élu pour la durée de la législature.
- g) Le Président de séance invite le Président élu à occuper son fauteuil et tous les travaux se déroulent sous sa présidence.
- h) Le Parlement adopte son règlement intérieur à la majorité des deux tiers des députés le composant.
- i) Le Président du Parlement fait alors procéder à l'élection des autres membres du Bureau.

ARTICLE 15 : LE PRESIDENT

Le Président dirige l'ensemble des activités du Parlement et de ses organes. Il préside les réunions, dirige les débats conformément aux dispositions du Règlement Intérieur.

ARTICLE 16 : LE BUREAU

1. Composition

- a) Le Bureau du Parlement est composé d'un Président, de Vice-Présidents, de Questeurs et de Secrétaires parlementaires. Le nombre de Vice-Présidents, de



- 13 -

Questeurs et des Secrétaires parlementaires est fixé par le Règlement Intérieur.

- b) Les membres du Bureau sont élus pour une période d'une année. Ils sont rééligibles.

Le Secrétaire Général est nommé par le Président après consultation du Bureau.

2. Préséance

L'ordre de préséance des membres du Bureau est déterminé par le Règlement Intérieur.

ARTICLE 17 : PUBLICITE DES DEBATS

Les débats du Parlement sont publics sauf si le Président en décide autrement. Le compte rendu intégral des débats est publié au Journal Officiel de la Communauté ; les procès-verbaux sont en outre publiés dans le Journal Officiel de chacun des Etats membres.

ARTICLE 18 : BUDGET DU PARLEMENT

Le Parlement bénéficie de l'autonomie financière. L'élaboration et l'exécution de son budget obéiront au Règlement Financier et Manuel de Procédure comptable de la Communauté.

ARTICLE 19 : REGLEMENT INTERIEUR

Toutes les questions non prévues par le présent Protocole sont déterminées par le Règlement Intérieur.



- 14 -

ARTICLE 20 : LANGUES OFFICIELLES

Les langues officielles et les langues de travail du Parlement sont celles mentionnées au Traité.

ARTICLE 21 : AMENDEMENTS

1. Tout Etat Membre, ou le Président du Parlement après avis du Bureau, peut soumettre des propositions en vue de l'amendement du présent Protocole.
2. Toutes les propositions sont transmises au Secrétaire Exécutif qui les communique aux Etats Membres et au Président du Parlement selon le cas, dans les quarante-cinq (45) jours suivant leur réception. Les amendements sont examinés par la Conférence, à l'expiration du délai de préavis de quarante-cinq (45) jours accordé aux Etats Membres.

ARTICLE 22 : ENTREE EN VIGUEUR

1. Le Présent Protocole entrera en vigueur dès sa ratification par au moins neuf (9) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles en vigueur dans ces Etats.
2. Le Présent Protocole et tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif de la Communauté qui transmettra des copies certifiées conformes du Protocole à tous les Etats Membres, leur notifiera la date de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, des Nations Unies et de toutes Organisations que le Conseil détermine.



- 15 -

3. Le Présent Protocole est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

En foi de quoi, Nous Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, avons signé le présent Protocole.

Fait à Abuja, le 6 Août 1994.

En un seul original en Français, en Anglais et en Portugais, les trois textes faisant également foi.

S. E. M. NICEPHORE DIEUDONNE
SOGLO
Président de la République
du BENIN

S. E. M. HERMANN YAMEOGO
Ministre d'Etat, Ministre de
l'Intégration et de la
Solidarité Africaines, pour et
par ordre du Président du
BURKINA FASO



S. E. M. AHMED OULD ZEIN
Ministre, Secrétaire Général
de la Présidence de la République
pour et par ordre du Président
de la République Islamique de
MAURITANIA

S. E. M. MAHAMANE OUSMANE
Président de la République
du NIGER

S. E. LE GENERAL SANI ABACHA
Chef de l'Etat, Commandant-en-
Chef des Forces Armées de la
République Fédérale du NIGERIA

S. E. M. MAGATTE THIAM
Ministre de l'Intégration
Economique Africaine, pour et
par ordre du Président de la
République du SENEGAL

S. E. LE CAPITAINE VALENTINE M.
STRASSER
Président du Conseil Suprême
d'Etat du Conseil National
Provisoire de Gouvernement
Chef d'Etat de la République de
SIERRA LEONE

S. E. M. EDEM KODJO
Premier Ministre de la
République TOGOLAISE



S. E. M. JOAO HIGINIO DO
ROSARIO SILVA
Ministre du Tourisme, de
l'Industrie et du Commerce,
pour et par ordre du Premier
Ministre de la République du
CABO VERDE

S. E. M. AMARA ESSY
Ministre des Affaires
Étrangères, pour et par ordre
du Président de la République
de COTE D'IVOIRE

S. E. LE LIEUTENANT SANA B.
SABALLY
Vice-Président du Conseil de
Gouvernement Provisoire des
Forces Armées, pour et par
ordre du Président de la
République de GAMBIE

S. E. LE CAPITAINE D'AVIATION
JERRY JOHN RAWLINGS
Président de la République du
GHANA

S. E. M. LANSANA CONTE
Chef de l'Etat,
Président de la République
de GUINEE

S. E. LE GENERAL JOAO BERNARDO
VIEIRA
Président du Conseil d'Etat
de la République de
GUINEE BISSAU

S. E. PROF. DAVID KPOMAKPOR
Président du Conseil d'Etat
et du Gouvernement de
Transition Nationale du
Libéria (GTNL)
République du LIBERIA

S. E. MME SY KADIATOU SOW
Ministre des Affaires
Étrangères, des Maliens de
l'Extérieur et de l'Intégra-
tion africaine, pour et par
ordre du Président de la
République du Mali